

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18143 - 71ÈME ANNÉE

La nécessité d'élever le débat, d'informer la population, de rassembler pour gagner en décembre

Paul Vergès : « faire les prochaines élections dans la responsabilité »

Paul Vergès était l'invité politique du dimanche de Réunion Première Télévision. Pendant 15 minutes, il a répondu aux questions d'Emmanuelle Haggai de Réunion Première, et d'Yves Mont Rouge du « JIR ». Le sénateur a fait part de sa position sur les élections régionales : élever le niveau du débat, débattre d'un programme et faire des élections dans la responsabilité.



La moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Pour combattre cette injustice, un programme en rupture avec tout ce qui s'est fait jusqu'à présent est nécessaire. (Photo Toniox)

Les élections régionales étaient à l'ordre du jour de l'émission politique du dimanche soir de Réunion Première Télévision. Paul Vergès, membre du Parti communiste réunionnais et sénateur de La Réunion, était invité à répondre aux questions de deux journalistes : Emmanuelle Haggai de Réunion Première et Yves Mont Rouge du « JIR ». Paul Vergès rappelle tout d'abord la demande de la quasi-unanimité des responsables du PCR : qu'il conduise une liste aux régionales. Des préalables doivent être réunis.

Paul Vergès croit que les conditions du succès sont là, pour battre la liste du président de Région sortant Didier Robert en décembre. Il sera nécessaire d'élever le débat : « ne pas aller dire voter pour moi, mais qu'est-ce que j'ai fait ». Le sénateur remarque que les têtes de liste annoncées ont toutes un passé, des mandats. Cela permet d'interroger chacun sur ce qu'il a fait au cours de sa longue carrière politique, qui peut dépasser 20 ans. C'est donc l'heure du bilan, afin que les électeurs sachent ce qu'un candidat est capable ou pas de faire.

L'autre condition soulevée par Paul Vergès est celle du programme. La Réunion entre dans une période très difficile, et une situation totalement nouvelle. C'est la crise actuelle et les 175.000 demandeurs d'emploi, 60 % des jeunes au chômage, la moitié de la population en dessous du seuil de pauvreté, et les dangers à venir. Le sénateur insiste sur les APE, qui ouvriront le marché de La Réunion aux pays voisins. Madagascar aura 55 millions d'habitants en 2050 contre 25 millions aujourd'hui et 5 millions en 1947. Paul Vergès plaide donc pour un programme qui tienne compte du passé et de l'avenir, et qui sera une rupture avec ce qui se fait depuis 3 siècles.

Rassemblement sur un programme

Le sénateur rappelle que les communistes sont pour le rassemblement. Cela se reflétera donc dans ces élections, car la division amènera la défaite en décembre.

Ce rassemblement ne pourra se faire que sur un programme, et pas des personnalités. Paul Vergès s'est dit d'ailleurs prêt à laisser la tête de liste à n'importe qui, à condition qu'il soit capable, responsable et qu'il ait un passé montrant qu'il pourra être à la hauteur des défis, a-t-il dit en substance.

Le sénateur lance un appel aux jeunes et aux professionnels, pour



Paul Vergès invité hier par Réunion Première.

qu'ils se reprennent et se mobilisent. Il demande aux Réunionnais d'en finir avec la naïveté, l'assistance. « On profite de la misère pour donner un emploi, un billet d'avion... », rappelle-t-il en substance.

Car tout est possible. Paul Vergès rappelle la crise de 1953 à la Fédération communiste de La Réunion, avec la défaite de Raymond Vergès aux cantonales de Saint-Denis. Moins de 3 ans plus tard, le 2 janvier 1956, les communistes obtenaient 52 % des voix aux législatives.

Tram-train, route Perben et filière canne

Interrogé sur le projet, Paul Vergès commence par donner le point essentiel : la réalisation de deux chantiers. Ce sont le tram-train et une nouvelle route du littoral conformément au premier Protocole de Matignon. C'est la réalisation du projet Perben de route à 4 voies, largement suffisante pour le trafic avec en parallèle un train.

Il est aussi question de la canne à sucre : « nous apporterons des solutions ». Pour sécuriser tout le monde et débloquer la situation, il manque l'assurance que les 38 millions d'euros de subvention supplémentaire seront bien là. Que représentent les 38 millions sur tous les budgets des collectivités de La Réunion, interroge le sénateur. Ceux qui pensent que les engagements de François Hollande seront tenus doivent donner confiance aux planteurs. « Quand je vois les dépenses des collectivités, je me dis que 38 millions n'est rien et cela peut sauver une filière ».

« Pourquoi faut-il toujours que cela soit les élus de l'Alliance et du PCR qui prennent les initiatives », poursuit-il, faisant référence aux motions de soutien à la filière présentées à la

Région et au Département. Le moment est donc venu de concrétiser les votes, avec la proposition de demander aux collectivités de s'engager solidairement à garantir les 38 millions d'euros.

Egalité réelle et sur-rémunération

La dernière partie de l'entretien concerne la sur-rémunération. Paul Vergès rappelle les propos de Didier Migaut, premier président de la Cour des comptes, du gouverneur de la Banque de France : ils remettent en cause la sur-rémunération. Le sénateur constate aussi qu'après de tels propos, « tout le monde se tait, personne ne défend la sur-rémunération ». Ce silence s'explique, car la sur-rémunération est un élément discriminant. Au lieu d'appliquer l'égalité à tous les Réunionnais, le gouvernement a donné plus à une partie des travailleurs, et a refusé l'égalité aux autres. Paul Vergès rappelle qu'il a démissionné de son mandat de député, tout comme Elie Hoarau, pour placer le président de la République au pied du mur afin que l'égalité soit appliquée, au bout de 50 ans.

Cette question se relie au concept d'égalité réelle. « 70 ans après le vote de la loi de 1946, un président dit qu'il faut régler l'égalité réelle, c'est un aveu terrifiant ». Quelle égalité réelle peut-il y avoir si on dit qu'on donne 53 % de plus pour une partie et rien pour les autres, interroge le sénateur, et rappelant que « nous avons été les seuls à proposer une solution ».

En conclusion, Paul Vergès appelle à en finir avec les élections coloniales que nous avons connues, pour « faire les prochaines élections dans la responsabilité ».

Edito

La sagesse du vieil homme

Les medias ont beaucoup glosé sur la rencontre Hollande/Castro. Certains ont noté le remarque de Hollande "historique". D'autres ont décelé un coup diplomatique brûlant la politesse à Obama qui aurait dû être sur place après le dégel qu'il avait provoqué. Beaucoup se sont concentrés sur Fidel Castro, le vieil homme. Mais combien de journalistes rappellent à leurs lecteurs que la tête de ce type était mise à prix par les États-Unis ? Le peuple cubain a été asphyxié. Pour quel crime ? Que dirions-nous aujourd'hui si ce grand pays dit "démocratique" avait réussi à exécuter ce dirigeant communiste ?

Sans conteste, Hollande avait devant lui, un héros. Pour l'heure, dans la confrontation avec les États-Unis, c'est lui, le premier des Cubains, qui a gagné la partie. Obama était obligé de tirer la leçon du dernier vote à l'ONU qui demandait la levée de l'embargo contre Cuba : 198 voix pour et seulement 2 contre, celles des États Unis et Israël. Qui aurait pu imaginer un tel désastre politique ? C'était la 23e fois que l'ONU examinait cette question. Cela veut dire qu'en un quart de siècle, la masse des abstentions et des contres a littéralement fondu.

Que s'est-il passé pour que la France change d'opinion ? Cuba s'est imposé comme constructif et sérieux. Dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola, la participation et l'expérience des médecins cubains ont été décisives. Les 465 membres du contingent médical cubain ont été sélectionnés et préparés comme des héros, car ils risquaient leur vie, a la moindre erreur. Sé-

rieusement, Hollande peut-il dire quel était le nombre du contingent français ?

Cette victoire sur les États -nis retentit surtout dans les cœurs des Latinos. Au-delà du monde politique, c'est Maradona, le célèbre footballeur argentin qui illustre le mieux cette ambiance. L'année dernière, il a reçu une lettre personnelle de Fidel Castro. Il dira c'était comme s'il ramenait la Coupe du monde à la maison. Comme tout le monde voulait en connaître le contenu, il a eu l'accord de son héros pour le rendre public. Vous pouvez vous imaginer l'impact de cette lettre, simple et signée de Fidel.

Pendant ce temps, à La Reunion les médias vous entretiennent a longueur de journée sur un accouchement dans la famille royale d'Angleterre... Rien de sérieux sur le vieil homme dont l'œuvre force l'admiration.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Réunion d'information vendredi dernier à Saint-Gilles

Mutation des enseignants : la mobilisation s'organise

Chaque année, des dizaines de postes d'enseignant échappent aux candidats Réunionnais qui sont mutés dans des Académies de métropole. L'association Nou lé Kapab et les enseignants pointent du doigt un système opaque et injuste. Le vendredi 15 mai dernier, une réunion publique d'informations a permis de définir une plate-forme de revendications et les actions à venir.



Après plusieurs réunions de travail, l'association Nou Lé Kapab et les enseignants mobilisés ont organisé une réunion publique d'informations ce vendredi 15 mai. Objectif : se faire entendre et définir un plan d'action collectif. Une centaine de personnes ont répondu à l'invitation. Tous les parlementaires réunionnais ont été conviés. Seul le sénateur Paul Vergès a répondu présent. Ericka Baireigts et Jean-Claude Fruteau se sont excusés. Silence radio chez les autres.

L'association Nou lé kapab et les enseignants dénoncent aujourd'hui un système qui pénalise les réunionnais et fonctionne sur des règles opaques et injustes. Chaque année, des dizaines de lauréats au concours quittent leur île pour une académie de métropole alors que des postes restent vacants à La Réunion. 12 % des postes seraient disponibles dans les lycées professionnels selon nos informations.

Derrière les chiffres, c'est la situation sociale des personnes qui est occultée. « Les Réunionnais lauréats du concours mutés dans l'hexagone le sont obligatoirement dans les académies d'extension soit Paris, Créteil ou Versailles, là où personne

ne veut aller », déplore Windy Lebon, porte parole des enseignants. Et d'ajouter : « Pour subvenir à leurs besoins (logement, transports), ils sont obligés d'effectuer des heures supplémentaires, qui sont autant d'emplois non occupés par d'autres fonctionnaires potentiels ». Windy Lebon a aussi dénoncé l'absence d'aides, de règles claires, le manque de transparence sur les postes disponibles et la non prise en compte des situations familiales.

Parmi les enseignants et CPE présents, des parents et amis de professeurs mutés ont tenu à exprimé leur désarroi face à la situation. La pression générée par le service public est telle que, trop souvent, des enseignants ont peur de témoigner, dénoncer et se mobiliser contre ce système. Les lauréats sont alors tentés de jouer au cas par cas, de mendier avec un politique ou un syndicaliste pour rester dans leur île. « Ce jeu pervers n'a fait qu'entretenir le système et continue à pénaliser le plus grand nombre. On manipule les enseignants et les jeunes mais on n'oublie qu'ils ne sont ni des chiffres, ni des matricules, qu'il y a un enjeu humain », regrette Gilles Leperlier, Président de l'association Nou lé kapab.

500 jours après le rendu du rapport Lebreton sur la régionalisation de l'emploi et 9 mois après la venue du Président de la République dans notre île, aucune mesure concrète n'a été prise. En attendant les décisions du gouvernement, ce sont les Réunionnais qui subissent les dérives de ce système occulte.

Les revendications de Nou lé Kapab et des enseignants sont claires : la transparence sur les chiffres et les procédures de révision l'accompagnent des personnes mutées la mise en place de CIMM mutation DOM

« Même si les 1000 points sont une bonne chose (1000 points sont attribués directement aux lauréats de La Réunion après examen de leur situation). Il existe aujourd'hui trop de dérives (faux PACS, fausse boîte aux lettres, fausse entreprise) qui biaisent les procédures d'affectation. L'association propose de définir des CIMM avec des critères clairs et bonifiés qui ne pénalisent pas les Réunionnais et qui ne ferment pas la porte aux personnes de l'extérieur souhaitant s'investir à La Réunion », indique Gilles Leperlier.

Nou lé kapab et les enseignants sont au front. L'association et les enseignants seront reçus par le rectorat dans les jours à venir, demanderont une audience avec M. Lebreton, mobiliseront les élus en leur demandant de s'engager à leurs côtés, lanceront une pétition et entendent bien rencontrer le premier ministre et les ministres qui l'accompagneront lors de sa visite à La Réunion en juin prochain. L'injustice n'a que trop duré. « Il y a des besoins ? Nous restons ! Nou lé kapab d'enseigner à La Réunion ».

Réunion d'information du 15 mai 2015

NOS REVENDICATIONS

1 - LA TRANSPARENCE SUR LES CHIFFRES

Sur le nombre de postes vacants par discipline, le nombre d'entrants par discipline et le nombre de personnes affectées dans des académies extérieures. La transparence également sur le nombre d'heures supplémentaires pratiquées par les établissements et sur les besoins par établissement.

2 - LA TRANSPARENCE SUR LES PROCEDURES D'AFFECTATION ET LES CRITERES DE REVISION D'AFFECTATION

Définir dès le début de l'année scolaire, voir sur plusieurs années, les dates exactes des différentes commissions d'affectation, diffuser les PV des commissions, les délais de demandes de révision, les procédures à suivre et une communication adaptée auprès du personnel.

3 - L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES MUTÉES

Accompagner les personnes affectées dans des académies extérieures. Prise en charge partielle des frais d'installation, aide dans les démarches, faciliter les relations entre académies...

4 - L'AIDE D'URGENCE AUX PERSONNES EN DIFFICULTÉS SOCIALES

Accompagnement des personnes en difficultés sociales. Attribution d'une aide matérielle et financière selon la situation personnelle de l'agent. Une aide financière attribuée par une commission paritaire avec une enveloppe annuelle.

5 - DEFINIR DES CIMM MUTATION DOM

(sur la base de la proposition de l'association Nou Lé Kapab, voir ci dessous)

L'attribution des 1 000 points doit être basée sur des critères clairs et connus à l'avance. Des critères qui n'excluent personne mais qui ne pénalisent pas les ultramarins.

CIMM Mutations DOM (1 000 points attribués)

1. Lieu de naissance en DOM (150 points)
2. Naissance d'un des parents en DOM (150 points)
3. Scolarité obligatoire en DOM (150 points)
4. Domicile de l'agent en DOM avant l'entrée dans l'administration (150 points)
5. Domicile ou sépulture des parents en DOM (100 points)
6. Mariage ou PACS en DOM (100 points)
7. Naissance ou scolarité d'un enfants en DOM (100 points)
8. Bien immobilier en propriété ou en location en DOM (50 points)
9. Revenu fiscal ou rattachement fiscal en DOM avant l'entrée dans l'administration (50 points)
- 10.+ un critère additionnel** lié à l'ancienneté de la demande ouvrant droit à **100 points par année d'ancienneté** de la demande de mutation en DOM.

NB : Partant sur des CIMM Mutations DOM à 1 000 points qui, après analyse du système complet de tous les secteurs, pourraient passer à un capital point supérieur ou inférieur dans l'objectif de ne pas pénaliser les ultramarins.

Du « gâteau » qu'il faut, dit-on, partager... au magnifique livre que vient de sortir Francis Collomp

Deux rapides réflexions. La première concerne le conflit qui oppose (ou qui a opposé ces jours-ci) des transporteurs de matériaux et de béton au groupe Holcim-Lafarge. Je n'ai pas à porter de jugement sur ce qui peut opposer les deux parties. Et je respecte totalement le point de vue exprimé par le Président de la FNTR, Monsieur Jean-Bernard Caroupaye. Par contre, lorsque j'entends un autre transporteur résumer sa position en parlant « du gâteau qu'il faut partager », je ne peux m'empêcher de me dire qu'il y a chez ce monsieur une capacité à manier l'indécence, une indécence qui est une injure à beaucoup de réunionnais. La NRL serait donc à ses yeux un « gâteau »,

un gâteau « qu'il faut partager » !!!.. C'est lamentable. Je n'en dirais pas plus.

Et puis, seconde réflexion, le livre que Francis Collomp a sorti un peu plus d'un an après son évasion du camp d'Ansaru, ce groupe djihadiste basé au nord Nigéria qui l'avait enlevé le 19 Décembre 2012. L'incroyable combat sur lui même et contre ses geôliers qu'a eu à mener avec foi et détermination l'ingénieur français marié à une Réunionnaise du Port force l'admiration. Francis Collomp le raconte avec un grand souci de précision qui ne l'empêche pas de nous montrer toutes les facettes d'une personnalité attachante et qui ne cherche pas à

dissimuler ses petites « faiblesses ».

J'ai lu « L'EVASION », ce livre de près de 300 pages. Je l'ai lu d'un trait, tant il m'a captivé. Je l'ai même offert à plusieurs de mes amis. Et je veux conseiller à mes compatriotes de se procurer « L'EVASION », cet ouvrage dont l'auteur, pendant les onze mois où il fut l'otage des djihadistes quelque part au Nigéria, sut tenir tête à ses geôliers avec une seule pensée : être prêt pour, à tout moment, s'évader...

Oui, à lire.

Raymond Lauret

Question de choix

La France n'a pas "pu" assister aux cérémonies de commémoration de la victoire sur les nazis, en Russie. Les défilés militaires en Russie ont des connotations guerrières. Tiens, ailleurs, ce sont des marches pacifiques. Les Russes ont pourtant grandement aidé à la débâcle des troupes d'Hitler pendant la deuxième guerre mondiale, ils ont eu 27 millions de morts mais les dirigeants européens boudent et jouent les vierges offensées. Le gouvernement socialiste français ne « peut » plus vendre les 2 navires Mistral à la Russie, un marché de 1,2 milliards d'euros, car il juge l'attitude de Poutine vis-à-vis de l'Ukraine, condamnable. Par contre,

il trouve absolument magnifique le contrat de vente d'avions Rafale avec le grand pays "démocratique" qu'est le Qatar. 24 Rafales, contrat de 6,3 milliards d'euros.

Bien sûr, clame le président Hollande, il n'y a pas eu de contrepartie... Le Qatar, emploie des centaines de milliers de travailleurs migrants sur ses chantiers, dont celui pour la coupe du monde, avec tant de maltraitance que l'on peut parler de travaux forcés ou d'esclavage. Le poète Mohammed Al Ajami est en prison car il a osé critiquer son gouvernement lors de la conférence de Doha en 2012.

La Charia, interdit toutes relations sexuelles hors mariage, les relations extra-conjugales sont aussi interdites et l'homosexualité peut être punie de mort. Quel bel exemple de pays fréquentable avec en plus des soupçons de financement qatari aux mouvements djihadistes !.. Il doit s'agir de la part de nos dirigeants du même soutien indéfectible que celui prôné à l'Etat israélien par le président Hollande, quand il y était en visite officielle. Nos choix nous définissent, ceux des dirigeants socialistes sont assez parlants en politique étrangère.

Marylène Berne

Prochaines Rencontres alternatives le 28 juin à l'Etang du Gol

Les prochaines Rencontres Alternatives se dérouleront le dimanche 28 juin de 10h à 18h, à l'Etang du Gol Saint Louis. De nombreux créateurs et artistes dans les domaines du design, du stylisme, du bijou contemporain, de l'illustration, de la photographie et de la céramique seront présents. Des animations et ateliers créatifs culturels sont prévus au cours de la journée. Un concert viendra cloturer la journée à 16h30.

Programme :

10h-18h : exposition vente de créateurs

10h-12h : initiation au cirque

10h-12h : atelier créatif papiers froissés

14h-16h : atelier participatif recup

16h30 concert de Babaloo (musique afro cubaine)

Conférence de Paris sur le climat

La contribution climat de la Chine très attendue

Premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, Pékin a annoncé la publication de sa contribution à la lutte contre le réchauffement climatique d'ici quelques semaines, a indiqué le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, à Pékin, samedi 16 mai.



contribution, a expliqué Laurent Fabius lors d'une conférence de presse.

Le ministre français a été reçu vendredi 15 mai par Xie Zhenhua, plus haut responsable chinois des questions climatiques, au moment où Pékin accueillait le Premier ministre indien, Narendra Modi.

Deux acteurs majeurs : l'Inde et la Chine

La Chine et l'Inde sont particulièrement attendues au tournant, car "on voit qu'il y aura beaucoup d'énergies renouvelables dans les propositions chinoise et indienne, mais il y a encore beaucoup de charbon dans leur mix énergétique", a indiqué Laurence Tubiana, représentante spéciale de la France sur le sujet.

En novembre 2014, la Chine s'est fixé pour objectif un pic de ses émissions de gaz à effet de serre autour de 2030, lors d'une annonce commune avec les Etats-Unis. Cette dernière a assuré que la Chine et l'Inde, les deux pays les plus peuplés du monde, sont appelées à jouer un rôle pivot à la conférence de Paris, qui est elle-même cruciale pour l'avenir de la planète.

"Pour l'instant, les deux pays ne voient pas bien comment ils vont sortir du charbon. La Chine commence à discuter d'un plafond sur le charbon, et d'une descente. Pour l'Inde, cela n'est pas encore du tout le cas. Il y a encore beaucoup de demande de croissance de l'énergie dans les deux pays", a ajouté la spécialiste. Après celle de la Chine, la contribution climat indienne est aussi attendue, particulièrement parce que New Delhi tente de relancer son économie et développer son secteur industriel.

La Chine propose d'atteindre son pic d'émission de gaz à effet de serre en 2030.

À sept mois de la conférence mondiale sur le Climat à Paris, la France met les bouchées doubles pour inciter les pays à fournir aux Nations Unies leur contribution. Raison pour laquelle, le ministre français s'est "enquis auprès du gouvernement chinois, qui pense le faire d'ici quelques semaines".

La France met la pression

Les objectifs chinois sont très attendus, car ils permettront de définir la volonté et l'ambition de la Chine à lutter contre le réchauffement climatique. "Ce qui est positif, [...]

c'est que les autorités chinoises sont vraiment décidées à aller vers une action contre le dérèglement climatique", a assuré Laurent Fabius, à Radio France International.

Les Français veulent absolument que la plus importante réunion diplomatique jamais organisée par Paris aboutisse à un accord entre les 195 pays et l'Union européenne, afin de limiter la hausse de la température du globe à 2°C, en comparaison avec l'ère pré-industrielle.

La contribution chinoise été attendue fin mars, mais elle a été retardée, bien que les Etats-Unis et l'Union européenne ont eux transmis la leur en mars. Face aux retards, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a écrit aux différents pays pour leur rappeler leur obligation de délivrer leur

Sai Lin

Otè

Si mi konpran bien, i arfé anou lo mèm kou ké dé mil nè

Sa i fé troi z'ané Fransoi Hollande l'é prézidan é moin pèrsonèl mi pans la pa trouv in bon solisyon pou in bann problèm l'aprè ral anou an aryèr. Problèm shomaj ! Problèm la vi shèr ! Problèm lojman ! Problèm l'ilétrism ! Problèm kann ! Problèm rokin ! Problèm nout l'inivèrsité !.. La poin okinn dann bann problèm la, la fine rézoud. Moi d'aout kan lo prézidan la vni bate in karé, li l'amenn avèk li son ram kominikan, pou fé prann anou noir pou blan, makaroni pou la bouji. Son gob lo marsh in pé, dann tan-la, mé zordi son l'éfè la fine fané.

Astèr li di dann tout péi l'outre-mèr i fo in plan ékonomik partikilyé pou shakinn, é sé bann moun lo péi k'i doi trouv lo plan. La Frans va solman apiy lo rin ! Konm di lo kont i fo pa kont dsi baton tonton po travèrs la rivyèr. Donk, bann péi l'outre mèr i fo zot i débarbote azot par zot mèm. Kosa sa i rapèl anou ? Sa i rapèl anou finn l'ané 2009.

Sarkozy l'été fine fé son z'éta zénéro épi li la fé in gran diskour pou dir kosa li rotien pou l'outre mèr. L'été pa bète son plan-vi k'bann z'opozan konm Paul Vergès la trouv l'été tan in prézidan i di dé shoz konmsa, mé kant a bann sosyalis, zot l'avé pa trouv lo komansman di débu d'in solisyon pou mète dan lo plan – ékan zot la gingn lo majorité, zot la fé lo vif pou obli la réfléksyon bann moun l'outre-mèr. Dizon, té i pé shanj in pé lé shoz, arzouté, sansa artiré ; mé l'até pa in rézon pou mète lo réfléksyon dann la poubèl.

Astèr si mi konpran bien i sa domann anou krèz nout koko pou trouv solisyon, aprés a l'afèr lé riskab fini an lo d'boudin pars la fin lo mandatir sar près fini arivé.. Donk, si mi konpran bien, i arfé anou astèr lo mèm kou ké 2009. Ziska lo proshin tour. In pé d'réspé pou nou kant mèm !

Justin

« La pa tou lé zour la fète shinoi ! » - In kozman pou la rout

Kozman la i romont loin dann tan sa ! I romont dann tan bann shinoi l'avé près tout boutik dan La Rényon. Donk alé fé komisyion, nou téi di alé la boutik shinoi. Partou l'avé la boutik shinoi é mi pans la pa bézoin di lo rol sosyal banna téi zoué dann La Rényon éstan-la. Arzout la dsi la boutik shinoi té rouvèr toultan, é kan té pa rouvèr l'avé in pti latrap ou té i tap dési é té i sèrv aou... Na riyink in zour lété fèrmé sé kan l'avé la fète : doub dis, té i di sa la fète shinoi. Zour-la téi fé pète pétar, té i fé la fète. Donk nout kozman i vé dir la pa tou lé zour in zour d'fète. Donk ankor i fo pa anprofité pars « la pa tou lé zour la fète shinoi ! ». In foi dan l'ané lo dis oktob. Donk ankor, la pa bézoin fé la fète tou lé zour pars na in zour pou sa. Sansa, sé in manyèr di aou, pa bézoin fé la fète tou lé zour, la pa bézoin kroir tou lé zour ou lé anlèr. Sansa ankor nana bon zour, mé nana osi mové zour.